

Nord-Pas-de-Calais : les universités doivent « travailler ensemble sur des projets de grande envergure » (Mohamed Ourak, UVHC)



Mohamed Ourak, président de l'université de Valenciennes D.R.

« Aujourd'hui, il y a la volonté de se parler, d'identifier les spécificités des territoires, de travailler en réseau au sein du PRES », indique à AEF jeudi 7 juin 2012 Mohamed Ourak, président de l'université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis. « J'étais opposé à l'idée d'une fusion des universités régionales, mais j'ai toujours soutenu, et je continue à défendre, l'idée d'une fédération ou d'une confédération, où chaque université garderait sa spécificité et son identité », dit-il aussi. Le président, réélu fin mars 2012 (AEF n°[164538](#)), répond aussi aux questions d'AEF sur la concrétisation de l'IRT Railenium et du « campus innovant » distingué par le gouvernement précédent dans le cadre de l'opération campus. Il s'exprime aussi sur l'évolution de l'offre de formation de l'établissement.

AEF : Faut-il poursuivre la réflexion sur la recomposition du paysage universitaire régional, au regard du devenir des projets de regroupement présenté dans le cadre des appels à projets idex (au niveau régional puis lillois) ?

Mohamed Ourak : Il y a dix-huit mois, j'étais opposé à l'idée d'une fusion des universités régionales car une fusion ne se décrète pas par le haut. Mais j'ai toujours soutenu, et je continue à défendre, l'idée d'une fédération ou d'une confédération, où chaque université garderait sa spécificité et son identité. Nous avons les capacités de travailler ensemble sur des projets de grande envergure, comme cela a été le cas pour l'IRT (Institut de recherche technologique) Railenium, qui fédère plusieurs laboratoires de la région. Nous pouvons aussi élaborer une carte de formation régionale plus cohérente et plus visible, en jouant sur la complémentarité, surtout au niveau des masters.

L'idée d'une fédération des trois universités lilloises a émergé lors de la réponse à l'appel à projets idex. J'en ai déploré la forme : l'annonce s'est faite brutalement, sans concertation. Mais sur le fond, il y a une cohérence à construire une seule université pluridisciplinaire dans une même agglomération. Je n'ai jamais eu peur de cette idée : une grande université lilloise peut être une locomotive pour la région, à condition de préserver l'identité des autres universités. Avec la nouvelle gouvernance des trois universités, cette fusion ou cette fédération ne semble plus à l'ordre du jour (1). En tout cas, il n'y a aucune discussion aujourd'hui sur l'avenir des trois universités lilloises au niveau du PRES.

AEF : Lors d'un atelier régional des assises de l'enseignement supérieur et de la recherche, la vice-présidente du conseil régional Sandrine Rousseau a dressé un bilan très critique du fonctionnement du PRES (AEF n°[167365](#)). Partagez-vous son analyse ?

Mohamed Ourak : Ces assises sont un moment très intéressant : enfin l'université et son territoire se parlent, dans le respect des compétences de chacun, en ayant conscience d'un intérêt commun. Il est vrai que le dialogue a manqué entre les structures universitaires et les collectivités locales au sein du PRES. Christian Morzewski a d'ailleurs été élu comme président de transition pour mettre en place les nouveaux statuts du PRES.

AEF : Comment expliquer cette difficulté à nouer un dialogue constructif ?

Mohamed Ourak : J'ai siégé un an et demi au sein du PRES. Celui-ci est né en 2009. Mais dès 2010, il a dû faire face aux appels à projets du PIA (programme d'investissements d'avenir) : le dialogue était conditionné par ce cadre. Nous n'avons pas eu le temps de nous consacrer à la définition d'une stratégie régionale, car nous avions cette épée de Damoclès au dessus de la tête... Quand un système physique est forcé, il y a des perturbations. Aujourd'hui, il y a la volonté de se parler, d'identifier les spécificités des territoires, de travailler en réseau au sein du PRES. J'ai confiance.

AEF : Vous avez cité le projet d'IRT, retenu en mai 2011 (AEF n° [149733](#)) par le gouvernement. Mais cet institut n'est pas encore créé. Pourquoi ce retard ?

Mohamed Ourak : La création de la fondation a été différée, sur décision du CGI. Les IRT devaient être des structures de recherche impliquant des établissements d'enseignement supérieur et des industriels. Mais ce schéma se heurte aux règles communautaires : un montage du même type a été mis en cause en Hollande. La réaction du CGI a été de temporiser. Les échanges récents avec les services de l'État portent sur un nouveau scénario optant pour les règles d'encadrement du régime d'entreprise. La décision des partenaires de l'IRT Railenium, qui se sont réunis le 22 mai à Lille, a été de commencer à travailler sur des projets concrets : nous nous appuyons sur RFF (Réseau Ferré de France) et le pôle de compétitivité I-Trans, en attendant la signature des statuts de la fondation. Car l'IRT existera de toute façon.

AEF : Quels projets allez-vous mettre en œuvre dans l'immédiat ?

Mohamed Ourak : Nous avons décidé de mettre en place une dizaine de bourses Cifre, pour donner les moyens aux laboratoires de travailler. Un programme détaillé des projets de recherche va maintenant être élaboré, autour de huit grandes thématiques : matériaux et procédés ; génie civil et mécanique des sols ; gestion de l'énergie ; interactions intelligentes infra-véhicules ; suivi de l'état des infrastructures ferroviaires ; traitement de l'information et modèles d'aide à la décision ; modélisation numérique et prototypage virtuel ; économie et aménagement durable. Ces projets doivent être présentés comme des projets ANR classiques, d'ici septembre.

AEF : L'autre grand projet porté par l'université de Valenciennes, c'est la création du technopole « transports et mobilité durables », qui bénéficie de crédits dans le cadre du plan campus (AEF n° [135280](#))... Quand les premiers bâtiments sortiront-ils de terre ?

Mohamed Ourak : Un campus provisoire, 800 mètres carrés de préfabriqués, a été inauguré fin mars 2012 pour donner le coup d'envoi du technopole. L'association Technopole et l'AIF (Association des industries ferroviaires) y sont installées. Quelques dizaines de mètres carrés ont été réservés pour des entreprises ou l'Agence ferroviaire européenne. Les travaux du Cisit (Campus international sur la sécurité et l'intermodalité dans les transports) ont débuté : ce bâtiment, financé sur des crédits CPER, sera prêt d'ici fin 2012. À côté s'élèvera le bâtiment du C3T, un centre d'essais techniques dédié aux transports terrestres. Un autre bâtiment regroupera l'IRT, l'Institut du transport durable et l'Institut international du management, ainsi qu'une résidence universitaire de 150 chambres. Cependant, ce projet de partenariat public-privé fait partie des dossiers que la ministre veut prendre le temps de réexaminer(2). C'est d'ailleurs aussi le cas d'un autre très beau projet que nous avons, la création d'une « fabrique à images » près de Valenciennes - le groupe Bouygues a été sélectionné, parmi trois candidatures, dans le cadre du PPP.

AEF : Sur quel dossier allez-vous travailler en priorité en matière de formation lors de ce nouveau mandat ?

Mohamed Ourak : Nous engageons un travail énorme de restructuration de l'offre de formation, sachant que nous devons déposer le dossier en 2013, dans le cadre de la vague E. Nous allons essayer de calibrer cette offre en tenant compte des spécificités de l'université : pluridisciplinaire, professionnalisante et avec une orientation forte vers les transports. Nous allons définir de nouvelles niches de formation, en associant par exemple l'économie, le droit ou la gestion à cette thématique des transports. Mais nous avons aussi d'autres projets, avec des partenaires, dans le domaine du numérique, de la sécurité des systèmes

d'information et des systèmes industriels, de l'ingénierie de la santé ou encore du handicap. Nous avons aussi des projets de co-diplomation avec l'université voisine de Mons, en Belgique. Enfin, nous voulons travailler davantage avec les lycées pour définir des schémas communs et continus du bac-3 au bac+3.

(1) Le nouveau président de Lille-II juge que la fédération des universités lilloises n'est pas une « réponse adéquate » (AEF n° [166639](#)).

(2) Le MESR a annoncé la mise en place d'un comité d'audit sur les PPP (AEF n° [167228](#))

- **Contact :** université de Valenciennes et du Hainaut Cambrésis, Hélène Caron, Chargée de communication, 03 27 51 16 92, helene.caron@univ-valenciennes.fr